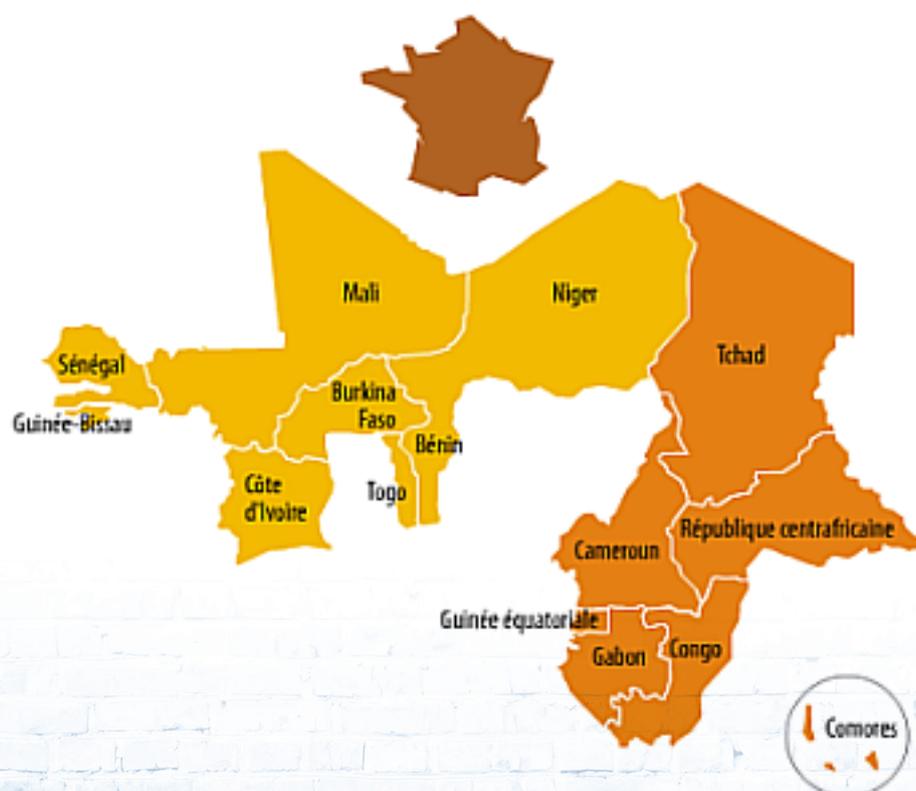


PORTRAITS DES MINISTRES EN CHARGE DES FINANCES ET DES GOUVERNEURS DE BANQUE CENTRALE DE LA ZONE FRANC





REPUBLIQUE DU BENIN



M. ROMUALD WADAGNI

MINISTRE DES FINANCES

Romuald Wadagni est le tout nouveau Ministre béninois des finances. Il a été nommé le 06 avril 2016 tout juste après la prestation de serment du nouveau Président de la République Patrice TALON. Avant sa nomination, il était associé et Directeur Général de la firme Deloitte France et Deloitte en République Démocratique du Congo (RDC). Il a également occupé les responsabilités de Directeur de la Qualité et des Risques pour l'ensemble des filiales de Deloitte en Afrique francophone. Franco-béninois, le nouvel argentier est diplômé de

la prestigieuse université de Harvard Business School aux États-Unis (USA), et de l'École Supérieure des Affaires de Grenoble en France. Il est également titulaire de diplômes d'Expert Comptable en France et aux États-Unis.

Très connu des milieux financiers français et américain, Romuald Wadagni compte plus de 17 ans d'expertise au sein de firmes française (Paris et Lyon), américaine (Boston et New-York) et africaine (RDC) de Deloitte. A ce titre, il est intervenu aux côtés des grands groupes français et européens qui investissent en Afrique.



REPUBLIQUE DU BURKINA FASO



MME ROSINE SORI-COULIBALY

MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU DÉVELOPPEMENT

Rosine Sori-Coulibaly est Ministre de l'Économie, des Finances et du Développement de la République du Burkina Faso depuis le 13 janvier 2016. Avant sa nomination à ce poste, elle officiait dans le système des Nations Unies où elle a été promue par le Secrétaire Général Ban Ki Moon aux fonctions de Représentante spéciale adjointe du Bureau des Nations-Unies au Burundi (BNUB), Coordinatrice résidente des Nations-Unies, Représentante Résidente et Coordonnatrice humanitaire au Burundi. Avant d'entrer aux Nations-Unies, elle était économiste au Ministère de la planification et du développement économique du Burkina Faso et membre du Conseil social et économique. Elle était également conférencière à l'École Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM) et membre de l'Organisation pour l'émancipation des femmes et des droits de l'homme. Elle a aussi exercé plusieurs fonctions

à l'ONU, à savoir: Consultante auprès du Département des affaires économiques et sociales, puis économiste hors classe au Programme des Nations -Unies pour le développement (PNUD) au Burundi et au Bénin et Représentante résidente adjointe en Mauritanie.

Quand elle était Coordonnatrice résidente et Représentante résidente des Nations-Unies au Togo, Mme Sori-Coulibaly a travaillé étroitement avec des partenaires nationaux et internationaux pour développer une approche commune face aux défis liés au développement et au processus électoral. Elle a mobilisé des fonds très importants à cet égard.

Titulaire d'une maîtrise en économie du développement de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, au Sénégal, Mme Sori-Coulibaly a obtenu un doctorat de troisième cycle en macroéconomie et planification de l'Institut des Nations-Unies pour le développement économique et la planification.



REPUBLIQUE DU CAMEROUN



M. ALAMINE OUSMANE MEY

MINISTRE DES FINANCES

Après ses études secondaires couronnées par un baccalauréat série C (mathématiques), Alamine OUSMANE MEY se spécialise dans l'électronique à l'Université Technique de Rhénanie du Nord-Westphalie, en Allemagne. Il intègre le milieu de la finance en 1994, lorsqu'il débute une carrière de banquier à la CCEI BANK. Une carrière qu'il entame comme analyste de crédit avant de gravir tous les échelons dans cette banque qui deviendra plus tard Afriland First Bank. A la faveur justement de ce changement de dénomination de la banque, Alamine Ousmane MEY, est

nommé Directeur Général Adjoint. Ce, jusqu'en décembre 2004, date à laquelle il passe Directeur Général. Parallèlement, il assure les fonctions de Président du Conseil d'Administration de la Compagnie Vétérinaire (Vétagri) et de membre du Conseil d'Administration de la compagnie d'assurance Safar au Tchad ; de la Société de fabrication du savon CCC ; de la compagnie de télécommunications SACONETS ; de la société de recherche géotechnique Soil and Water. Leader né, il a également exercé dans le social comme directeur au Cameroun de la Gastby Foundation, une ONG caritative basée en Angleterre. Il est nommé Ministre des finances le 9 décembre 2011.

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

M. CÉLESTIN YANINDJI

MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET



M. Célestin YANINDJI est Ministre des Finances et du Budget de la République Centrafricaine depuis le 01 février 2016.

Il a été nommé à ce poste alors qu'il venait d'officialier pendant pratiquement un an comme Ministre Délégué auprès du Ministre des Finances et du Budget. Cet ancien Administrateur Représentant la communauté financière centrafricaine à l'Office Monétaire de l'Afrique Centrale rompaît alors avec l'univers bancaire où il venait de passer l'essentiel de sa carrière.

M. Célestin YANINDJI est Bachelier des techniques quantitatives de gestion. Il embrasse la banque à travers un Certificat d'Aptitude Professionnelle option banque, puis un brevet professionnel bancaire et un Diplôme d'études supérieures de l'Institut Technique de Banque de Bangui. Un arc auquel il a

ajouté d'autres cordes dont une formation sur Advanced credit à Douala au Cameroun et une autre en leadership à Dakar au Sénégal.

C'est alors qu'il commence une riche carrière de banquier pratiquement par le haut de l'échelle comme Directeur des opérations par intérim au MERIDIEN-BIAO en mai 1994. Il officiera ensuite comme gestionnaire de crédit PME/PMI dans la même banque puis comme gestionnaire de portefeuille des grandes entreprises, Directeur de crédit et marketing, membre du directoire et Directeur Général Adjoint de la Banque Internationale pour le Centrafrique (BICA). En avril 2007, il intègre ECOBANK Centrafrique comme Administrateur 2ème dirigeant en charge de la banque de détail. En avril 2009, il passe Administrateur Directeur Général Adjoint de la même banque.



REPUBLIQUE DES COMORES

M. MOHAMED ALI SOILIH

VICE-PRÉSIDENT EN CHARGE DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE, DU BUDGET, DE L'INVESTISSEMENT, DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DES PRIVATISATIONS

Carrière:

Depuis Mai 2011: Vice-président en charge du Ministère des Finances, de l'Economie, du Budget, de l'Investissement, du Commerce Extérieur et des Privatizations;
Décembre 2010: Député de la région Hamahamet-Mboinkou (Grande-Comore),
Mars 2007 à juin 2009: Ministre des Finances, du Budget et du Plan;
Janvier 2003 à mars 2007: Conseiller économique et financier auprès du Président de la Grande Comore;
Juillet 1998 à janvier 1999: Directeur de Cabinet du Président de la République;

Décembre 1996 à juin 1998: Ministre des Finances, du Budget, de l'Economie, du Commerce et du Plan;
Janvier 1985 à mars 1990: Ministre de la Production (Agriculture, Elevage, Eau et Forêts et Pêche), du Développement Rural, de l'Industrie et de l'Artisanat;
Juin 1980 à janvier 1985: Directeur Général du Centre Fédéral d'Appui au Développement Rural (CEFADER);
mai 1979 à Juin 1980: Conseiller Technique du Ministre de l'Agriculture.

Etudes:

Études d'agronomie, d'économie et de développement à l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Toulouse.



REPUBLIQUE DU CONGO

M. GILBERT ONDONGO

MINISTRE D'ETAT DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES, DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC

Après l'obtention de son Baccalauréat en économie et gestion au Lycée Technique de Brazzaville en 1979, Gilbert ONDONGO engage des études supérieures, d'abord au Congo à l'Université de Brazzaville. Il y obtient une Licence en économie en 1982. Puis il poursuit son cursus en France marqué par une série de diplômes :

1983: Maîtrise d'économie - Université de Paris 13;

1984: DEA en sciences économiques, Université de Paris 2;

1985: DESS en production et distribution de l'énergie - Université de Paris (Nanterre);

1989: Doctorat ès sciences économiques - Université de Paris 2 (Panthéon).

Dé retour de Paris, Gilbert ONDONGO entame d'abord un parcours professionnel partagé entre l'enseignement

universitaire et le journalisme.

En 1989, il intègre le corps professoral de l'Université Marien NGOUABI de Brazzaville, en qualité de chargé de cours en Sciences économiques. Il évoluera rapidement dans la hiérarchie et occupera respectivement les charges de Maître-assistant en 1991 puis de Chef du département de macroéconomie appliquée de la faculté des sciences économiques de l'Université de Brazzaville. Il gardera cette chaire de 1992 à 1995.

Parallèlement à son cursus d'enseignant d'université, Gilbert ONDONGO qui est également animé d'une forte fibre journalistique est conduit à intégrer la rédaction de l'hebdomadaire national d'économie «l'Enjeu», dans lequel il publie plusieurs articles sur des sujets économiques d'abord en tant que rédacteur, puis comme directeur de la rédaction.

Entre 1997 et 2002, il est conseiller spécial du Président de la

République aux affaires économiques et financières. Dans le même temps, de 1998 à 2002, il assure la présidence du conseil d'administration ou du comité de direction de plusieurs sociétés et établissements publics à caractère industriel et commercial ou à caractère administratif.

En août 2002, il entre au gouvernement comme Secrétaire d'Etat aux régies financières et aux réformes budgétaires, auprès du Ministre de l'économie, des finances et du budget.

Le 7 janvier 2005, il est promu Ministre du travail, de l'emploi et

de la sécurité sociale. En septembre 2009, il devient Ministre des finances, du budget, de la privatisation et du portefeuille public. Le 25 Septembre 2012, Gilbert ONDONGO est nommé Ministre d'Etat, avec des responsabilités élargies à celles de l'économie, de la planification et de l'Intégration. Le 10 août 2015, le département ministériel dirigé par Gilbert ONDONGO devient le Ministère de l'économie, des finances, du budget et du portefeuille public.



REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

M. ADAMA KONE

MINISTRE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGÉ DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Monsieur Adama KONE, Ministre auprès du Premier Ministre Chargé de l'Economie et des Finances de la République de Côte d'Ivoire est né à

(EPN) puis de 1992 à 1994, Directeur de la Comptabilité Parapublique. De 1994 à 2000, il est Directeur de l'Administration et des Finances de la Société Nouvelle de Presse et d'Edition de Côte d'Ivoire (Groupe Fraternité Matin).

Bouaflé.

Diplômé du Cycle Supérieur de l'Ecole Nationale d'Administration de Côte d'Ivoire (option Trésor), titulaire d'un Master of Business Administration (MBA), option : finances et comptabilité obtenu à Adelphy University (New York), d'une licence en Sciences Economiques délivrée par l'Université d'Abidjan et du Baccalauréat série G2 obtenu au Lycée Technique d'Abidjan.

De 1982 à 1984, il débute sa carrière en tant que chargé d'audit des Sociétés d'Etat à la Direction des Participations du Ministère de l'Economie et des Finances.

De 1984 à 1989, il est Agent Comptable chargé de la Gestion Financière et Comptable auprès de plusieurs Etablissements Publics Nationaux (EPN) que sont : le Centre National des Œuvres Universitaires (CNOU), le Centre de Commerce International d'Abidjan (CCIA), la Radiodiffusion et Télévision Ivoirienne (RTI) et l'Office de Sécurité Routière (OSER).

De 1989 à 1992, il devient Sous-directeur chargé de la gestion financière et comptable des Etablissements Publics Nationaux

De 2000 à 2001, il est Inspecteur Vérificateur Principal au Trésor Public. Par ailleurs, pendant six années, il dispense des cours à l'Ecole Nationale d'Administration de Côte d'Ivoire (ENA), à l'attention des cycles Moyen et Supérieur.

En mai 2001, il est promu Directeur Général Adjoint du Trésor et de la Comptabilité Publique puis Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique en décembre 2010.

Depuis le 12 janvier 2016, outre ses fonctions administratives, il préside la Commission Nationale pour la Microfinance (CNM), le Conseil National de la Comptabilité (CNC), le Comité Technique chargé des questions relatives à la comptabilité publique au Conseil Comptable Ouest Africain (CCOA). Il représente également la Côte d'Ivoire auprès de la Commission de Normalisation Comptable de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (CNC-OHADA).



REPUBLIQUE GABONAISE

M. CHRISTIAN MAGNAGNA

MINISTRE BUDGET ET DES COMPTES PUBLICS

C'est depuis le 28 janvier 2014 que M. Christian MAGNAGNA a été promu Ministre du Budget et des Comptes publics de la République du Gabon.

-Directeur Commercial et Marketing à la Société Nationale des Bois du Gabon (1999-2003) ;

-Administrateur Général du Fonds d'Entretien Routier de 1ère Génération (2004-2006) ;

-Directeur Général du Fonds d'Entretien Routier de 2ème Génération (2007-2009).

En octobre 2009, Christian MAGNAGNA fait son entrée au Gouvernement en qualité de Ministre Délégué auprès du Ministre du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique. En janvier 2011, il est promu Ministre des Eaux et Forêts dans le Gouvernement BIYOGHE MBA II. Sur le plan politique, le Ministre MAGNAGNA est Député du 2ème siège de la Lébombi-Léyou (Mounana) et Membre du Bureau Politique du Parti Démocratique Gabonais (PDG).

Ingénieur de Génie industriel (option Génie Civil), il est également titulaire d'un troisième cycle en Management et Ingénierie d'affaires de l'Institut Supérieur de Gestion de Paris. Sa carrière professionnelle commence dès 1991 au Groupe SAE (BTP) en région parisienne où il a exercé en qualité d'Ingénieur Principal Travaux, puis d'Agent Gestion Finances. En 1992, il est sollicité par la Société MEGE BETON SA, où il occupe le poste de Gérant pendant trois ans.

Au terme de cette expérience professionnelle, il rentre au pays en 1995 et est engagé par l'entreprise Carrière de Mounana (CARMO) en qualité de Directeur Général Adjoint. Tour à tour, il occupera les postes de :



REPUBLIQUE DE GUINEE BISSAU

M. GERALDO MARTINS MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

M. Geraldo Martins, Ministre de l'économie et des finances de la République de Guinée-Bissau, est un Spécialiste Principal en Éducation à la Banque Mondiale, au Département 14 (Sénégal, Cap Vert, Gambie et Guinée-Bissau) de la Région Afrique. Avant de rejoindre la Banque Mondiale, Geraldo Martins a travaillé pendant plus de 12 ans dans le secteur de l'éducation de la Guinée-Bissau où il a occupé plusieurs fonctions, notamment celle de Directeur du Cabinet d'Études et Planification du Ministère de l'Éducation ;

Directeur du Projet d'Appui à l'Enseignement de Base financé par la Banque Mondiale, avant de devenir Ministre de l'Éducation Nationale de la Guinée-Bissau entre 2001 et 2003. Son expérience est également enrichie par la coordination du Projet de Renforcement des Statistiques de l'Éducation des Pays Lusophones de l'Afrique, à l'Institut National de Statistique du Portugal. Geraldo Martins est titulaire d'une maîtrise en chimie de l'Université de Moldova et diplômé en droit à l'Université de Lisbonne (Portugal).



REPUBLIQUE DE GUINEE EQUATORIALE

M. MIGUEL ENGONGA OBIANG EYANG MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET

M. Miguel ENGONGA OBIANG EYANG est Ministre des Finances et du Budget de la République de Guinée Equatoriale depuis avril 2015. Un poste qu'il obtient après avoir passé l'essentiel de sa carrière dans ce ministère où il a été tour à tour Chef du département de Suivi des Projets, Directeur Général du Budget puis Secrétaire d'Etat en charge du Budget.

Pur produit du Système bancaire ayant bénéficié d'une formation en direction des banques à la CCEI BANK à Yaoundé au Cameroun, Miguel ENGONGA OBIANG EYANG y a gravi tous les échelons d'employé à Directeur des Agences et des MC2 en passant par Chef de Département des Crédits, Chef d'Agence de Malabo et Directeur des Crédits.

M. ENGONGA OBIANG a suivi tout son cycle scolaire pré-universitaire à Malabo. Après avoir brillamment décroché

un baccalauréat scientifique, en 1987, il suit d'abord une formation en langue française pendant un an, au Centre Audio-visuel de langues modernes de Vichy en France. Puis il intègre l'Université d'Auvergne Clermont-Ferrand d'où il sort en 1993 nanti d'un Master en Sciences économiques, option économie des entreprises.

M. ENGONGA OBIANG jouit également d'une bonne expérience professionnelle à l'internationale pour y avoir occupé plusieurs fonctions de représentation et d'expertise. IL a notamment été Délégué Régional de INSESCO à Bata, Président de la Cellule Communautaire des Réformes Institutionnelles de la CEMAC, Administrateur de la BEAC pour le compte de la Guinée Equatoriale, Membre du Comité de l'audit de la BEAC et Président dudit Comité d'août à décembre 2009. M. ENGONGA OBIANG EYANG est marié et père de 5 enfants.



REPUBLIQUE DU MALI

M. BOUBOU CISSE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

M. Boubou CISSE est Ministre de l'Economie et des Finances de la République du Mali.

Né à Bamako, il effectue ses études primaires à l'école Mamadou Konaté, puis à l'école fondamentale de N'Tomikorobougou.

Au terme de ses études primaires à Bamako, il s'envole pour la République Fédérale d'Allemagne puis les Émirats Arabes Unis, où il complète ses études secondaires. Il termine à Clermont-Ferrand (France), où il intègre le Centre d'Études et de Recherches sur le Développement International (CERDI/ Université d'Auvergne). Au sortir de son séjour au CERDI, il obtient une Maîtrise en Sciences Économiques, suivi d'un DEA en Économie du Développement. Il est également titulaire d'un

doctorat en sciences économiques obtenu à l'université d'Aix-Marseille, toujours en France.

M. CISSE entre à la Banque mondiale à Washington DC (Etats Unis d'Amérique) en 2005, où il occupe le poste d'Économiste chargé des opérations. En 2009, il est promu Économiste Principal et Chef de Projets de la Division Développement Humain avec rang de conseiller auprès de la Directrice Générale du Groupe de la Banque Mondiale.

En septembre 2013, il est nommé Ministre en charge de l'Industrie et des Mines. En Avril 2014, après un remaniement ministériel, il a été reconduit à la tête du département des Mines. Depuis le 15 janvier 2016, M. Boubou CISSE est le nouveau Ministre de l'Économie et des Finances du Mali.



REPUBLIQUE DU NIGER

M. SAIDOU SIDIBÉ MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SAIDOU SIDIBE, le Ministre de l'Economie et des Finances de la République du Niger est un pur produit de la finance où il a passé l'essentiel de sa carrière administrative. Son cursus scolaire qui se déroule entièrement au Niger est couronné par un baccalauréat scientifique série D. Il s'envole ensuite pour le Sénégal et la France où il décroche successivement une maîtrise de gestion et un DESS de contrôle de gestion.

En 1979, il entame alors une longue et riche carrière administrative au service du développement industriel du Ministère de l'Etude des projets industriels. Une carrière qui connaît ensuite une tendance ascendante qui le mène à divers postes importants allant de Directeur d'établissements publics administratifs à Secrétaire Général Adjoint au Ministère des Finances et du Plan en passant par des positions de représentation dans plusieurs organismes nationaux et internationaux.

Au plan international notamment, M. SAIDOU SIDIBE officiera comme Vice-gouverneur de la Banque Africaine de Développement (1996-1998) ; Vice-gouverneur de la Banque Islamique de développement et Gouverneur du Fonds Monétaire International.

Il entre au gouvernement nigérien en août 1999 comme Ministre Délégué auprès du Ministre des Finances et des Réformes Economiques, chargé du Budget. Depuis lors, il a successivement officié comme Ministre des Finances et des Réformes Economiques ; Ministre, Directeur de Cabinet du Président de la République ; Ministre des Finances et Ministre de l'Economie et des Finances depuis septembre 2015.

SAIDOU SIDIBE traîne également un impressionnant bagage de négociateur international, lui qui a activement pris part aux multiples négociations entre le Niger et les Institutions de Bretton Woods et participé à plusieurs conférences et panels sur les négociations internationales relatives aux normes minimales en matière de dette et pauvreté.



REPUBLIQUE DU SENEGAL

M. AMADOU BA MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES ET DU PLAN

Amadou BA, actuel Ministre de l'Economie et des Finances et du Plan obtient son baccalauréat série G2

Technique en 1980. Il suit des études économiques à l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar d'où il sort, quatre ans plus tard, avec un diplôme de Maîtrise ès Sciences économiques, Option Gestion des Entreprises. A 27 ans, il est breveté de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM).

Amadou BA est également titulaire d'un Diplôme supérieur en comptabilité et a eu à enseigner cette matière, à plusieurs promotions d'élèves d'inspecteurs de la section « Impôts et Domaines » de l'Ecole Nationale d'Administration et cela depuis 1992.

Entre 1995 et 2000, il est chargé d'enseignements au Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB) de

la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Sur le plan professionnel, l'actuel Ministre de l'Economie et des Finances débute sa carrière à Diourbel avant d'être ensuite affecté au Centre des Services fiscaux (CSF) de Dakar Plateau. Entre 1992 et 1994, il occupe le poste de Commissaire Contrôleur des Assurances à la Direction des Assurances avant de revenir à la Direction Générale des Impôts et Domaines en tant qu'Inspecteur Vérificateur et à la Direction des vérifications et Enquêtes jusqu'en 2002.

A partir de 2002, Monsieur Amadou Bâ va diriger successivement le Centre des Grandes Entreprises et la Direction des Impôts avant d'être promu Directeur général des Impôts et Domaines en novembre 2006, poste qu'il occupe jusqu'au lundi 02 septembre 2013, date de sa nomination au poste de Ministre de l'Economie et des Finances du Sénégal.



REPUBLIQUE DU TCHAD

M. MAHAMAT ALLAMINE BOURMA TREYE MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET

Monsieur Mahamat Allamine Bourma Treye est nommé Ministre des Finances et du Budget par Décret N°216 /PR/

PM/2016 du 16 février 2016. Avant cette nomination, il occupait la fonction de Directeur National de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale.

Le nouveau patron tchadien des finances a occupé successivement plusieurs postes de responsabilité dont entre autres :

- Ministre de l'Elevage du 07 Août 2005 au 20, Juillet 2006 ;

- Inspecteur Général des Administrations Financières à l'IGF de mars 2002 à juin 2002 ;

- Directeur Général Adjoint du Ministère des Finances de septembre 2001 à mars 2002 ;

- Directeur de la Caisse Nationale de Retraite du Tchad (CNRT) de décembre 1999 à juillet 2000 ;

- Président de l'Office Monétique de l'Afrique Centrale (OMAC) d'août 2008 à janvier 2010;

Il est nanti d'un Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées (DESS) de l'Université Panthéon ASSAS Paris II en Administration et Gestion Publique obtenu en 1999 ;



REPUBLIQUE DU TOGO

M. ADJI OTÈTH AYASSOR

MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA
PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT



nanti d'une Maîtrise en Droit Public.

Après le baccalauréat série A4 obtenu en 1974 au Lycée Moderne de Sokodé, M. AYASSOR entre à l'Ecole de Droit de l'Université du Bénin, actuelle Université de Lomé (Togo), d'où il sort en 1979

De 1988 à 1991, M. AYASSOR renoue avec les études juridiques à l'Ecole de Droit de l'Université de Wisconsin à Madison aux USA où il décroche un doctorat d'Etat en Droit (SJD). Il faut rappeler que M. AYASSOR a obtenu en 1993, un diplôme en résolution des conflits à l'Université de UPSALA en Suède.

Il poursuit ses études juridiques à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de l'Université de Bordeaux 1, en France d'où il sort, en 1980, avec un diplôme d'études approfondies en Droit Public Fondamental et un Doctorat de 3ème cycle également en Droit Public Fondamental obtenu, en 1983 avec mention très honorable.

Sur le plan professionnel, M. Adji Otèth AYASSOR, a été enseignant-chercheur à l'Université du Bénin, actuelle Université de Lomé, de 1983 à 1986 et de 1991 à 2009. Durant ces périodes, parallèlement, il a été Chargé de cours à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) et à l'Université de Kara.

De 1986 à 1987, bénéficiaire d'une bourse Full Bright du Gouvernement Américain, il s'inscrit à l'Université de New York à Buffalo pour se perfectionner en anglais. Il en sort avec un certificat lui permettant de poursuivre ses études juridiques en anglais.

De 1993 à 2006, cumulativement avec ses fonctions d'enseignant à l'Université, il a été Secrétaire Général du Ministère de l'Education Nationale, des Enseignements Primaire et Secondaire, avant d'occuper le poste de Secrétaire Général de la Présidence de la République à partir de 2006, poste qu'il occupe jusqu'en mars 2007, date de sa nomination au poste de Ministre des Finances, du Budget et des Privatisations. En 2008, il passe Ministre de l'Economie et des Finances et à partir de 2015, Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, des Finances et de la Planification du Développement.

En 1987, il s'inscrit à l'Ecole de Droit de l'Université de Harvard à Cambridge dans l'Etat du Massachussets aux USA d'où il sort avec un Master en Droit (L.L.M) en 1988.



BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE



M. LUCAS ABAGA NCHAMA

GOUVERNEUR DE LA BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

De nationalité équatorienne, il est né à Ebebiyin, chef lieu de l'actuelle province de Kié-Ntem, carrefour situé entre la Guinée Equatoriale, le Gabon et le Cameroun.

Il fait ses études primaires et secondaires en Guinée Equatoriale, avant de s'inscrire à l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne et à l'Université de Lyon II en France. Monsieur Lucas Abaga Nchama est titulaire d'une maîtrise en Sciences Economiques et d'un Dea en Monnaie-Finance-Banque obtenu en 1995. Admis sur concours au Centre de formation des agents d'encadrement supérieur de la Béac en 1998, il est appelé à interrompre la préparation d'une thèse en sciences économiques pour se mettre au service de l'intégration sous-régionale.

2003. Détaché auprès de l'administration de son pays, M. Lucas Abaga Nchama est nommé Directeur général de l'Economie au Ministère de l'Economie, du Commerce et de la Promotion de l'entreprise en 2003. Il est promu secrétaire général du Ministère des Finances et du Budget en 2006, poste qu'il occupera jusqu'en juillet 2008.

Il a également été président du Comité d'audit de la Béac, président de la Cellule communautaire de suivi du programme des réformes Institutionnelles de la Cémac, membre du secrétariat d'appui au comité de pilotage du programme des réformes institutionnelles, membre du comité monétaire et financier national de la Guinée Equatoriale, membre du Conseil national du crédit et membre du comité national de la balance des paiements.

Au terme de cette formation, il travaille comme cadre à la Direction nationale de la Béac à Malabo, puis à l'agence de Bâta de 1999 à

Le 1er juillet 2008, M. Abaga Nchama est nommé Directeur Général de l'Exploitation à la Béac, suite aux décisions des Chefs d'Etat, prises lors des travaux de la 9^{ème} Session de la conférence des chefs d'Etat des 24 et 25 juin 2008 à Yaoundé.



BANQUE CENTRALE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



M. KONE TIÉMOKO MEYLIET **GOUVERNEUR DE LA BCEAO**

C'est à l'issue de la Conférence des Chefs d'Etat de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) tenue à Lomé au Togo le 30 mai 2011 que M. KONE Tiémoko Meyliet a été promu

Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

M. KONE Tiémoko Meyliet est économiste de formation. Recruté sur concours à la BCEAO après ses études supérieures, puis assigné à l'encadrement supérieur de ce prestigieux établissement après une formation de 18 mois au Centre d'Application Technique et Professionnel de la BCEAO, M. Koné Tiémoko Meyliet a accompli la plus grande partie de sa carrière à la BCEAO. Il y a successivement occupé les fonctions ci-après :

- Adjoint au Directeur National de la BCEAO pour la Côte d'Ivoire ;
- Directeur Central de l'émission et des opérations financières au siège de la BCEAO à Dakar, et à ce titre, il était également membre du Comité d'Analyse de la conjoncture interne et internationale ;

- Directeur National de la BCEAO pour la Côte d'Ivoire et Gouverneur suppléant au Fonds Monétaire International de 1991 à 1998 ;

- Conseiller du Gouverneur de la BCEAO et Directeur du Département de l'Administration Générale et de la Formation ;
- Contrôleur Général, chargé de la supervision des directions opérationnelles de l'inspection, de l'audit interne, du contrôle de gestion et de la prévention des risques ;

- Conseiller spécial et membre de Gouvernement de la Banque, Il a participé à ce titre à toutes les décisions prises pour la gestion de la Banque Centrale, la conception et la mise en œuvre de la politique monétaire des Etats membres jusqu'en décembre 2006.

M. KONE a par la suite intégré en 2007 l'administration publique ivoirienne au sein de laquelle il a occupé successivement les fonctions de Directeur de Cabinet du Premier Ministre de la République de Côte d'Ivoire, avec rang de Ministre (2007 à 2010); Ministre de la Construction, de l'Urbanisme et de l'Habitat puis enfin, depuis décembre 2010 et Conseiller Spécial du Président de la République, Chargé des Affaires Economiques et Monétaires.



BANQUE CENTRALE DES COMORES

M. AHAMADA MADI SAID

VICE- GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES

M. AHAMADA MADI SAID est Vice-Gouverneur de la Banque Centrale des Comores depuis juin 2011. Après un baccalauréat série D obtenu en 1976, il entame ses études supérieures par le

Centre de perfectionnement administratif de Dakar au Sénégal où il passe deux ans de 1979 à 1981. Puis il intègre l'Ecole Nationale des Services Extérieurs de Trésor de Noisiel en France en 1982. IL en sort en 1983, nanti d'un Diplôme d'Inspecteur des services extérieurs du trésor.

Sur le plan administratif, il entame une carrière de fonctionnaire en 1977 comme Secrétaire Général à l'Assemblée Nationale des Comores. Après ses études en France, il est recruté au Ministère des Finances et affecté à la Trésorerie Générale de Moroni où il occupe respectivement les fonctions de Chef de service de la comptabilité et de 2^{ème} fondé de pouvoir en charge du

recouvrement. Puis il passe contrôleur financier au Ministère de la production, Membre de la Commission nationale pour la transparence de la gestion des administrations et sociétés d'Etat, et Secrétaire Général au Ministère de l'Economie. Le 20 mars 1992, il est nommé Directeur Général de Radio Comores. Six mois plus tard, il enfourche la casquette d'inspecteur général de l'Etat comorien.

En Mars 1996, M. AMAHADA MADI SAID entre au gouvernement en qualité de Ministre de L'Industrie, de l'Artisanat et de la Recherche minière. Il rentre ensuite à l'Assemblée Nationale comme Député et Vice-président de la Commission des Finances avant de revenir auprès de l'exécutif comme Conseiller économique et financier du Président de l'île Autonome de Mohéli. Avant sa nomination au poste de Vice-gouverneur de la Banque Centrale des Comores, M. AMAHADA y officiait déjà comme Administrateur depuis 2002.



REPUBLIQUE FRANÇAISE

M. MICHEL SAPIN MINISTRE DES FINANCES ET DES COMPTES PUBLICS

Michel Sapin est né à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine)

Fonctions ministérielles :

- Ministre des Finances et des Comptes publics, depuis avril 2014
- Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social, de mai 2012 à mars 2014
- Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme de l'État, de mars 2000 à mai 2002
- Ministre de l'Économie et des Finances, d'avril 1992 à mars 1993
- Ministre délégué auprès du ministre de la Justice, de mai 1991 à avril 1992

Fonctions électives

- Député de l'Indre, de 2007 à 2012
- Président du Conseil régional du Centre, de 1998 à 2000, puis de 2004 à 2007
- Maire d'Argenton-sur-Creuse (Indre), de 1995 à 2001, puis de 2002 à 2004, puis de 2007 à 2012
- Conseiller général de l'Indre, de 1998 à 2004
- Président de la Communauté de communes du Pays d'Argenton-sur-Creuse, depuis 1995
- Conseiller régional d'Ile-de-France, de 1992 à 1994
- Conseiller municipal de Nanterre, de 1989 à 1994
- Président de la commission des lois à l'Assemblée nationale, de 1988 à 1991
- Député des Hauts-de-Seine, de 1986 à 1991
- Vice-président de l'Assemblée nationale, de 1984 à 1985

- Député de l'Indre, de 1981 à 1986
- Fonctions politiques
- Membre du bureau national du Parti socialiste. Secrétaire national à l'économie et à la fiscalité, depuis février 2007
- Responsable national à la Trésorerie auprès du Premier secrétaire de 2003 à 2008
- Secrétaire national à l'emploi de 1998 à 2000
- Secrétaire national aux questions économiques de 1997 à 1998

Autres fonctions

- Président d'Avenir rail, de 2004 à 2007
- Premier vice-président de l'Association des régions de France, de 1998 à 2000
- Membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France, de 1994 à 1995
- Carrière
- Conseiller du tribunal administratif de Paris, depuis 1980
- Cursus
- Ecole nationale d'administration (promotion Voltaire)
- Ecole normale supérieure (Ulm)
- Diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris
- Diplôme d'études approfondies (DEA) de géographie
- Licence d'histoire
- Ouvrages
- La France peut s'en sortir», co-signé avec Jean Arthuis (2012)
- L'Etat en mouvement (2002)



REPUBLIQUE FRANÇAISE

M. FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE



Né à Strasbourg, François Villeroy de Galhau puise ses racines familiales en Lorraine et en Sarre.

- Ancien élève de l'ENA et inspecteur des finances, il entre, en 1988, à la direction du Trésor (bureau Afrique, puis bureau Europe) puis devient, de 1990 à 1993 conseiller européen du ministre des Finances puis du premier ministre (Pierre Bérégovoy). Il occupe ensuite diverses
- responsabilités à la Direction du Trésor, puis à Bruxelles comme conseiller financier à la représentation permanente de la France. De 1997 à 2000, il est directeur de cabinet du
- ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Dominique Strauss-Kahn puis
- Christian Sautter). Il est nommé directeur général des Impôts de 2000 à 2003.

- En 2003, il devient PDG de Cetelem, puis responsable de la banque de détail de BNP Paribas en France (2008). François Villeroy de Galhau était directeur général délégué du groupe BNP
- Paribas, en charge des marchés domestiques et de la RSE du 1er décembre 2011 jusqu'en
- mai 2015, date à laquelle le gouvernement lui confie une mission sur le financement de l'investissement des entreprises.
- En septembre 2015, le président de la République propose sa candidature au poste de gouverneur de la Banque de France. Après avoir reçu l'approbation du parlement, il a été nommé gouverneur de la Banque de France en Conseil des ministres le 30 septembre 2015 et a pris ses fonctions le 1er novembre 2015. Il a publié notamment « 18 leçons sur la politique économique » (Seuil, 2003 et 2006) et « L'espérance d'un Européen » (Odile Jacob, 2014).